

Finances publiques : une journée morte contre le plan Darmanin

MOBILISATION

En grève au niveau national, les agents des Finances publiques des Bouches-du-Rhône se rassemblaient devant la direction régionale à Marseille, hier. L'occasion pour eux d'interpeller les usagers et le gouvernement sur le sort que ce dernier leur réserve.

C'était « journée morte » aux Finances publiques de toute la France, hier. L'intersyndicale CGT, FO, Solidaires (et la CFDT et la CFTC uniquement au niveau national) appelait à la grève nationale pour demander le retrait du plan de réorganisation des services voulu par Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics. Dans les Bouches-du-Rhône, les syndicats FO, CGT et Solidaires avaient promis une « mobilisation jamais vue ». Le taux global de grévistes atteignait les 35 %, allant jusqu'à 41 % pour les fonctionnaires des catégories B et C. Les portes des trésoreries de Trets, d'Istres, de Gardanne, de Martigues, de Salon-de-Provence, entre autres, étaient closes.

La pression voulue par les grévistes a donc été à la hauteur. D'autant plus que le gouvernement commence déjà à montrer des signes de faiblesse.



Les agents des Finances publiques espèrent un retrait du plan de Gérard Darmanin qui prévoit 5 800 suppressions de postes au niveau national d'ici 2020. PHOTO A.B.

À propos de la réorganisation des services, Gérard Darmanin se dit prêt à prolonger la « concertation jusqu'à la fin de l'année ». Mais ce n'est pas suffisant pour calmer la colère des fonctionnaires. Alors que le ministre parle de concertation, ce sont treize camions de CRS qui ont accueilli les agents devant leur direction régionale, à Marseille. Un dispositif bien surprenant pour un simple rassemblement. « On veut nous intimider, nous dire qu'on ne doit

pas se mettre en grève sinon on nous envoie les CRS. C'est un signe de fébrilité », juge Philippe Laget, co-secrétaire CGT aux Finances publiques.

Quelles conséquences pour les usagers ?

Mais ce qui inquiète vraiment les agents, ce n'est pas tant la présence des forces de l'ordre mais plutôt l'état du service public après la réorganisation. « Avec ce plan, il y aura des suppressions d'emplois et

des centres fermés. Concrètement, ça veut dire plus de temps d'attente pour les usagers, une moins bonne prise en charge mais surtout, plusieurs dizaines de kilomètres à parcourir », explique Maxime Picard, secrétaire départemental Solidaires. Il n'y aura plus d'accueil pour les particuliers à La Ciotat. Le service, qui se charge des déclarations de revenus, reçoit les paiements et accueille les contribuables. Ce sera donc direction Aubagne ou Marseille

pour les Ciotadens. Le gouvernement et la direction nationale répondent que le plan de réorganisation permet un déploiement des services, en augmentant de 30 % les accueils de proximité. Les villes de Jouques ou de Port-Saint-Louis-du-Rhône, par exemple, accueilleront ainsi des points de contact jusqu'alors inexistantes.

Sur le papier, il y a bien un déploiement. Mais dans les faits, quelle forme prendra-t-il ? « Les concertations sont en cours. Cela pourra être une trésorerie, une maison France Services, un accueil en mairie ou même un camion itinérant », explique la direction nationale, dans un courrier interne en direction des agents. On passe donc de trésoreries de pléines compétences comptables et juridiques à « un camion itinérant » pour accueillir les usagers. Les agents des Finances publiques préviennent : « C'est la mort de nos missions régaliennes. Les contribuables ont besoin de conseils physiques donnés par des agents au statut », tranche Philippe Laget. Avant de préciser que les maisons France Services sont « des coquilles vides gérées par des contractuels ».

Enfin, les agents dénoncent une conséquence plus insidieuse du plan de Gérard Darmanin : « La lutte contre la fraude fiscale est une de nos missions. » La suppression de postes dans leur service signifie moins de contrôles... Un coût faramineux pour le contribuable.

Amaury Baqué

TÉMOIGNAGES D'AGENTS TOULONNAIS

RECUEILLIS PAR DELPHINE LE MOUËL

« On a l'impression de faire de l'abattage »

« Notre service a fusionné avec un autre au 1^{er} janvier mais on perd une personne par-ci par-là depuis des années. Et les absences se reportent sur les collègues présents : on travaille beaucoup plus, on a l'impression de faire de l'abattage. Le travail est moins intéressant et on répond de façon moins réfléchie aux usagers. Les méthodes changent aussi, on a de plus en plus d'outils nationaux, sans doute pour pouvoir développer le travail à distance. L'ouverture des centres au public se réduit : celui de Toulon, place Noël-Blache, n'est désormais ouvert que le matin et le mardi toute la journée. Les gens sont



Colette Moulon

Contrôleuse du service impôts entreprises (SIE) de Toulon Ouest, syndiquée à la CGT.

mécontents et nous appellent, nous envoient des mails ou reviennent le lendemain : nous avons donc autant, voire plus de travail qu'avant, mais la baisse d'effectifs couplée à la réduction des horaires d'ouverture créent des retards puis des réclamations qui elles-mêmes produisent plus de travail... C'est le serpent qui se mord la queue ! Les Finances prenaient jusqu'alors les paiements en espèces, qui doivent être délégués aux burocrates. Si les rapprochements sont ensuite mal réalisés, cela va encore créer plus de travail. Et ce sera bien le début de la privatisation de notre service public. »

« On répondra à l'utilisateur par téléphone ou visio »

« Le plan Darmanin nous concerne tous. Nous sommes de plus en plus précarisés, nos missions seront de plus en plus externalisées et si les centres ferment conformément au plan, nous devons faire, comme les usagers, beaucoup plus de kilomètres pour rejoindre notre centre des impôts. La direction générale des Finances publiques a perdu 40 000 emplois depuis 2002. Et pourtant, il y en a du travail aux impôts, contrairement aux arguments du plan : le prélèvement à la source n'est pas une sinécure, il faut voir les files d'attente d'usagers que ça crée ! Et la taxe d'habitation n'est pas



Fabrice Mosca

Inspecteur des Finances publiques à la trésorerie de Toulon et adjoint FO à la direction générale des Finances publiques (DGFiP).

encore supprimée... Il n'y a pas de concertation entre nos services et l'État. Dans le cadre des 34 points de contact prévus dans le plan, les usagers prendraient rendez-vous avec nous via un agent municipal... et nous devrions alors leur répondre par téléphone ou visioconférence ! Un service public low cost justifié par le fait que 86 % des personnes utilisent Internet, mais combien le font bien ? Et de fait, l'État abandonne 14 % des usagers... Nous défendons l'accès pour tous au service public, qui est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas, mais à un moment, on ne pourra plus répondre correctement. »